



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 11 avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TERRES CUITES DES RAIRIES

Route de Fougeré
49430 Les Rairies

Références : 2025-178_INSP_RAP_AS_TCR (Jaunières)-Durtal
Code AIOT : 0006304573

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2025 dans l'établissement TERRES CUITES DES RAIRIES implanté Les Jaunières 49430 Durtal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi de l'inspection 2024 et projet de construction d'une plate-forme de transit d'argiles

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRES CUITES DES RAIRIES
- Les Jaunières 49430 Durtal
- Code AIOT : 0006304573
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Argilières en cours d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 2.2.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation locale	Arrêté Préfectoral du 22/04/2022, article IV	Sans objet
2	Enquête annuelle	Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 2.3.2	Sans objet
3	Plans	Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 2.3.1	Sans objet
4	Admission des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 4.2.7	Sans objet
6	Suivi du patrimoine naturel	Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 3.4.2 et 3.4.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place le contrôle des déchets inertes admis sur site. D'une manière générale, les observations faites en 2024 sont résorbées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation locale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article Titre 4
Thème(s) : Situation administrative, Situation des implantations
Prescription contrôlée – Situation des carrières
Constats – Ce secteur géographique de Durtal est marqué par l'exploitation d'argilières (parfois remise en état). La particularité du lieu-dit des « Jaunières » tient à la présence d'un gisement d'argiles partagé par les sociétés TERRES CUITES DES RAIRES et WIENERBERGER qui l'exploitent chacune leur propre carrière à la même adresse. Les deux installations sont mitoyennes par les côtés Ouest et Sud avec un portail commun qui permet aux véhicules quittant le site de TERRES CUITES DES RAIRES de bénéficier, si nécessaire, de l'installation de lavage de roues de WIENERBERGER avant de rejoindre RD 37. Le périmètre des deux carrières est clôturé. Elles sont adjacentes et partagent des limites communes. Des pistes permettent d'accéder d'une carrière à l'autre, ce qui permet de partager certains équipements comme le laveur de roues des véhicules sortant. L'ancienne carrière de la « Fosse au Loup », exploitée jusqu'en 2020 par la société WIENERBERGER, se trouve à quelques centaines de mètres à l'Est des « Jaunières ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Enquête annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 2.3.2
Thème(s) : Situation administrative, Enquête et rapport d'activité annuel
<p>Prescription contrôlée – Avant le 31 mars de chaque année, pour ce qui concerne l'année précédente, l'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.</p> <p>A cet effet, l'exploitant renseigne les informations sur le site internet de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet.</p>
<p>Retour sur la visite du 10/07/24 (réponse reçue le 17/01/25) – La consultation de la base de données nationale GEREPE livre les informations suivantes relatives aux extractions et au gisement restant :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ 6 360 t/2020➤ 8 100 t/2022 d'argiles extraites → restant disponible 172 000 t. <p>L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de compléter la base de données GEREPE et notamment les années 2021 et 2023 et de veiller à la renseigner tous les ans à la date du 31/03 pour l'année n-1.</p> <p>Constats – L'exploitant renseigne régulièrement la base GEREPE</p> <ul style="list-style-type: none">➤ 3 651 t/2023 d'argiles extraites → 168 000 t disponibles➤ 9 690 t/2024 d'argiles extraites et 3 808 t/stériles → 13 498 t/2024 d'extractions totales → 158 310 t disponibles
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 2.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Plans de bornages et exploitation
<p>Prescription contrôlée – Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles.</p> <p>Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement [...]</p>
<p>Retour sur la visite du 10/07/24 (réponse reçue le 17/01/25) – L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui transmettre le plan à jour détaillant toutes les informations prévues à l'article 2.3.1 référencé.</p> <p>Constats – l'exploitant a transmis un plan d'exploitation sur lequel ne sont pas reporté tous les éléments prescrit à l'article référencé, par exemple les bornes</p> <p>L'inspection a proposé à l'exploitant de transmettre un plan à jour sur un format papier lisible sur lequel tous les éléments prescrits à l'article 2.3.1 figurent et de procéder à la mise à jour annuelle du plan d'exploitation. Le plan complet ne serait alors mis à jour qu'en cas d'évolutions des informations qu'il porte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 4.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'admission et de contrôles des entrants
Prescription contrôlée – Cet article fixe les conditions d'admission et de contrôle des déchets

inertes venant de l'extérieur visant à remblayer partiellement la carrière dans le cadre d'un réaménagement à l'avancement
<p>Retour sur la visite du 10/07/24 (réponse reçue le 17/01/25) – Ce point de contrôle livre les mêmes constats que ceux faits le même jour à l'occasion de la visite de la carrière de « Bellegarde » également exploitée par la société TERRES CUITES DES RAIRIES. Afin compléter les demandes déjà faites, la présentation de ce point de contrôle diffère de celle proposée à la suite de la visite de la carrière de « Bellegarde » réalisée le même jour également à Durtal et exploitée par les TERRES CUITES DES RAIRIES.</p> <p>La carrière étant en activité uniquement pendant une courte campagne annuelle d'extractions et ne disposant d'aucun local sur place, la partie documentaire relative à la gestion des déchets inertes n'a pu être vérifiée le jour de la visite, ce qui amène l'inspection des installations classées à demander à l'exploitant de produire les justificatifs relatifs à leur gestion tels que prévus aux articles 4.2.7, 4.2.7.3, 4.2.7.5 et 4.2.7.5.</p> <p>Constats – L'exploitant a transmis les règles d'admission et de gestion des déchets inertes, générales à l'ensemble des installations de l'entreprise. Elles s'appuient sur une procédure d'acceptation des déchets inertes accompagnée de la demande d'acceptation préalable (DAP) à l'admission des déchets inertes et de la fiche d'identification des déchets (FID), dont les formulaires ont été présentés.</p> <p>Les règles d'admission fixées respectent dans leurs principes la réglementation en vigueur (Arrêté ministériel du 12/12/14 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 dit « AMCA »).</p> <p>Pour disposer d'une procédure exhaustive, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de compléter ses formulaires par la recherche d'amiante et la géolocalisation des chantiers producteurs de déchets sur le site GEORISQUES, cette dernière offre une aide à la décision pour l'acceptation des chantiers en considérant leur historique connu.</p> <p>Aucun contrôle n'a pu être réalisé sur le site des « Jaunières » qui, bien qu'autorisé à réceptionner des déchets inertes dans le cadre de son réaménagement n'en a jamais accueilli. L'application de ces règles communes à l'ensemble des sites de l'entreprise pourra être vérifiée à l'occasion d'une inspection future de la carrière de « Bellegarde » ou du réaménagement coordonné des « Jaunières ».</p> <p>L'exploitant indique que ces règles sont d'ores-et-déjà appliquées sur la carrière de « Bellegarde » dont le registre de suivi des déchets inertes ne compte qu'une ligne en 2025. Il s'agit d'une activité très limitée et locale comme annoncée lors de l'inspection 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
<p>Prescription contrôlée – L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Retour sur la visite du 10/07/24 (réponse reçue le 17/01/25) – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le document de synthèse de la surveillance de la carrière des « Jaunières » des années 2023 et 2024 (pour les contrôles déjà réalisés).</p> <p>Constats – Le contrôle 2024 des rejets d'eau de ruissellement (art. 6.2.8) a montré des résultats conformes sauf pour les MEST qui ressortent à 52 mg/l au lieu de 35 mg/l que l'exploitant explique par des conditions de prélèvement inadaptées (en sortie de pompage dans une zone de remise en suspension des MES). L'exploitant propose de modifier les modalités de prélèvement visant à éviter ce phénomène qu'il appliquera lors de la prochaine campagne d'analyse.</p> <p>L'inspection des installations classées considère qu'attendre la prochaine échéance réglementaire pour s'assurer de l'efficacité des mesures prises et de la conformité du rejet d'eau n'est pas</p>

satisfaisant.

Les contrôles des émissions sonores (art. 6.5.4), réalisés le 22/07/2022, et des retombées de poussières (art. 6.4.2), effectués à la même date, n'ont pas mis en évidence de non-conformité aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

L'exploitant propose que le contrôle des retombées de poussières soit réalisé tous les 3 ans en même temps que celui des émissions sonores. Sachant que la durée d'exploitation des argilières est très limitée (Les « Jaunières » – 3 semaines/an, « Bellegarde » – 1 semaine/an et « Les Froux » – 2 jours/an) et que l'arrêté d'autorisation (art. 6.4.2) n'impose aucune fréquence de contrôle, l'inspection des installations donne une suite favorable à cette requête.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – Concernant la gestion des résultats de la surveillance environnementale, en cas de dépassements des valeurs prescrites, il est attendu que l'exploitant identifie l'origine du désordre, prenne les mesures nécessaires à sa résorption et procéder à un nouveau contrôle qui atteste du retour à une situation satisfaisante.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Suivi du patrimoine naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2022, articles 3.4.2 et 3.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité

Prescription contrôlée – Art 3.4.2 – Le bassin d'exploitation du site qui permet l'accumulation d'eaux pluviales en fond de fouille et constitue un milieu attractif pour 2 espèces d'amphibiens (la reinette verte et la grenouille verte). Ce bassin est conservé en état dans le cadre de la poursuite de l'exploitation du site afin de ne pas perturber ces espèces et permettre le développement d'une végétation hygrophile sur ses berges.

Art. 3.4.4 – Un suivi naturaliste du site est réalisé [...] avant chaque période de défrichement comprenant :

- Le suivi de la bonne application des mesures ERC et la sensibilisation du personnel du site aux enjeux environnementaux ;
- La réalisation d'un bilan sur l'application et le maintien des mesures prévues et sur la définition de mesures correctives éventuelles. Un bilan naturaliste sur la préservation des espèces à enjeux et leur évolution à l'échelle locale est également réalisé.

Les rapports des suivis annuels (incluant les éventuelles préconisations) réalisés sont transmis à la Direction Départementale des Territoires du Maine-et-Loire et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Retour sur la visite du 10/07/24 (réponse reçue le 17/01/25) – L'exploitant indique conserver un ancien bassin d'extractions (résultant de l'exploitation de la société JOSSE) en raison des intérêts biodiversité qu'il abrite (présence de deux espèces d'amphibiens – reinette verte et grenouille verte). Cet étang, situé en bordure immédiate de la piste, ne dispose d'aucune protection physique d'isolement en dehors d'une signalétique de risque de noyade.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de renforcer la protection de cette zone d'intérêt naturel afin de mieux l'isoler de la piste toute proche.

Cette zone de conservation comme le défrichement des terrains à exploiter entrant dans le périmètre du suivi naturaliste prévu par l'art. 3.4.4, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le compte-rendu du suivi naturaliste de ces deux zones d'intérêts.

Constats – L'étang en bordure de piste est protégé par un merlon de taille limitée que l'exploitant indique entretenir.

L'exploitant a transmis un suivi naturaliste (Suivi biologique – note intermédiaire – Année 2021-2022) commandé par la société WIENERBERGER pour le site des « Jaunières » qui servira de référence pour les prochains passages à réaliser selon un rythme quinquennal et avant chaque

phase de défrichement.
Type de suites proposées : Sans suite